

Dobry Michel, *Sociologie des crises politiques*.

Bertrand Badie

Citer ce document / Cite this document :

Badie Bertrand. Dobry Michel, *Sociologie des crises politiques*.. In: Revue française de sociologie, 1987, 28-4. pp. 695-697;

https://www.persee.fr/doc/rfsoc_0035-2969_1987_num_28_4_2456

Fichier pdf généré le 23/04/2018

munications soulignent l'intérêt, démonstration à l'appui, d'analyser les œuvres en les resituant dans des horizons culturels ou dans des séries parentes : le genre dramatique pour la tragédie grecque (Pierre Judet de la Combe), les conventions d'expression pour les photographes victoriens (Dominique Pasquier), le roman colonial ou la littérature exotique pour *La jalousie* de Robbe-Grillet (Jacques Leenardt). Ces aspects soigneusement regroupés et ordonnés dans le rapport de synthèse témoignent bien des efforts féconds déjà accomplis en matière de théorisation et de réflexion méthodologique dans le cadre d'une sociologie des œuvres.

En conclusion, soulignons tout d'abord que le découpage des thèmes, indispensable pour les besoins de l'organisation matérielle du colloque, ne s'accompagne pas, et loin s'en faut, d'un oubli des inter-relations entre les divers niveaux traités : les productions et les marchés, les conditions de « carrière » des auteurs, les contextes institutionnels de diffusion et/ou de promotion des œuvres, les conditions de réception des œuvres et la structure différentielle des publics.

Science d'un objet longtemps réputé inaccessible, la sociologie de l'art a, depuis 25 ans, accompli d'importants progrès. Les *Actes* du colloque de Marseille, qui complètent d'une certaine manière le récent numéro de la *Revue française de sociologie* précité, en sont le témoignage. Plus encore, les interrogations qui parcourent l'ouvrage dépassent souvent, par leur portée, les frontières de la réflexion sur l'art.

Jean-Paul Callède

CNRS, Université de Bordeaux II

Dobry (Michel). — *Sociologie des crises politiques*. Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1986, 319 p.

Michel Dobry a comblé une importante lacune : il était devenu urgent sinon de concevoir une sociologie des crises politiques, du moins de réfléchir aux éléments qui doivent la constituer et qui permettent de s'éloigner des visions que nous en donne la théorie sociologique classique. L'auteur prend d'ailleurs soin de procéder à une critique avisée et érudite de certains courants jusqu'ici dominants, notamment ceux qui se réclament des constructions organicistes envisageant a priori toute forme de crise comme l'expression d'un état pathologique de la société. Il est clair que ce fondement métaphorique qu'on retrouve encore dans les avatars récents du systémisme rend impossible toute analyse sociologique des ruptures et des révolutions, en même temps qu'elle rend incertaine toute tentative de définition du concept même de crise.

L'auteur aurait pu être également réceptif aux constructions tentées par la sociologie marxiste et relever ainsi les déconvenues qu'elles entraînent. Dans cette perspective, la logique de construction y est rigoureusement inverse : la crise n'est pas une pathologie, mais la norme des relations sociales ; dès lors, sa conceptualisation soulève les mêmes difficultés, tandis que son analyse se trouve pervertie par la référence à un même mécanisme social, aggravé cette fois par le jeu de l'argument de nécessité.

Michel Dobry a donc eu raison de bâtir sa propre démarche sur le terrain de la sociologie de l'action, de se dégager d'une vision en termes de structure sans pour autant tomber dans les excès d'un individualisme méthodologique trop radical, comme en témoigne l'attention qu'il porte aux effets de

composition et aux logiques de situation. Le recours à ce type de sociologie lui permet, dès lors, de poser de façon plus lucide que ne le firent les tenants d'une analyse holistique l'une des questions autour desquelles s'oriente l'ensemble du livre : la crise consacre-t-elle une continuité ou, au contraire, une solution de continuité au sein du jeu social ? La réponse à la question passe par un usage pertinent et mesuré du concept de mobilisation qui permet effectivement de faire la part, dans toute crise, de ce qui relève de la récurrence et de ce qui relève de l'innovation, et surtout de ce qui s'explique par référence à une stratégie et à un mode d'organisation sociale connus et pratiqués et de ce qui s'explique par référence à la création d'engagements nouveaux. Cet hommage rendu aux travaux accomplis dans le domaine de la mobilisation aurait pu être mieux explicité ou, du moins, l'œuvre d'Anthony Oberschall, essentielle sur ce point, davantage sollicitée. D'autant que cette dernière source enrichit également de façon décisive la connaissance des modes d'articulation du social et du politique dans les contextes de crise, thème sous-jacent tout au long de l'ouvrage de Michel Dobry et que l'auteur aborde de façon heureuse en insistant sur l'autonomie du politique, enfin dispensée du qualificatif commodément ambigu de « relatif ».

La dimension proprement politique des crises se dégage clairement de la prise en compte des stratégies d'acteurs et de la diversité des ressources leur permettant d'agir, d'orienter et de contrôler les processus de mobilisation politique. Cette attention portée aux facteurs politiques est en grande partie imputable aux travaux majeurs de Charles Tilly, dont Dobry fait un usage pertinent. Elle permet de placer la mobilisation sur la scène politique en montrant de façon heureuse qu'elle ne fait alors ni œuvre de reflet, ni œuvre d'épiphénomène par rapport aux dy-

namiques sociales. Encore que l'explication politique ne suffise pas à elle seule à rendre compte des modalités de ce passage au politique que consacre toute situation de crise. Il fut un temps où les sociologues de la mobilisation sociale avaient tenté d'étudier cette articulation en montrant comment la transformation des relations sociales et des structures de groupe dans lesquelles l'individu est inséré suscitait des changements brutaux de leurs attentes politiques et impliquait une modification de l'ordre politique en place. Ce type d'hypothèse qu'on doit à Deutsch, mais surtout à Lerner, n'a pas vieilli au point de ne plus mériter qu'une note en bas de page. D'autant qu'on la retrouve, mais seulement en partie, dans un des éléments les plus stimulants du dispositif théorique de Michel Dobry : le concept de mobilisation multisectorielle, c'est-à-dire de mobilisation « qui affecte simultanément plusieurs sphères sociales différenciées d'une même société » (p. 13), et qui achève ainsi la construction de la crise politique comme objet d'analyse. Le passage au politique est alors conçu en même temps comme effet de dépassement de l'action catégorielle et comme résultat du bouleversement des éléments constitutifs de la structure sociale.

Une des qualités de l'ouvrage est de ne pas se contenter de reconstruire ce processus de mobilisation, mais de le lier à une sociologie de l'action, en l'interprétant essentiellement à travers l'analyse stratégique, la prise en compte du mode par lequel les acteurs politiques non seulement gèrent, mais également suscitent les processus de mobilisation politique, à travers notamment la réalisation de « coups », c'est-à-dire « d'actes et de comportements individuels ou collectifs » qui affectent « soit les attentes des protagonistes d'un conflit concernant le comportement des autres acteurs, soit ce que Goffman appelle leur 'situation existentielle' (...) » (p. 21). Apparaissant ainsi comme

résultat des effets de coups, la mobilisation favorise la transformation de l'état des systèmes complexes et conduit à l'avènement de « conjonctures fluides ».

De l'ensemble de cet ouvrage ample, complexe et rigoureux, on retiendra, outre cet effort de construction conceptuelle de la crise politique, l'hommage rendu à la théorie politique alors que celle-ci, écartelée entre la philosophie politique et la sociologie empiriste, constitue de moins en moins un domaine de spécialisation. On se félicitera aussi de la critique méthodologique menée, dont la pertinence peut s'élargir facilement à d'autres espaces que celui de la crise : dénonciation de l'illusion étologique, de celle de l'histoire naturelle, de l'illusion héroïque.

Trois questions demeurent cependant. Jusqu'où d'abord une théorie politique universelle peut-elle aller dans la construction, la connaissance et l'explication des crises ? Autrement dit, convient-il certainement de combattre avec la même détermination une illusion universaliste qui risque de nous priver, sans jamais pouvoir le justifier, des moyens de mener une véritable analyse comparative, ménageant à l'histoire la place qui lui revient ? On sait, depuis que Tocqueville a analysé la Révolution française, combien il est difficile, mais nécessaire, de faire, à propos de chaque crise, la part du singulier et de l'universel. Qu'il y ait des points communs entre la crise de mai 1968 et la révolution iranienne, on peut le considérer et on peut toujours le montrer. L'une des fonctions essentielles d'une méthode est cependant de protéger le chercheur contre l'universalisme, en lui fournissant aussi les éléments lui permettant de retrouver les ressorts spécifiques appartenant à des histoires propres et qui relèvent à ce titre de catégories différentes.

L'absence même de Tocqueville — à qui on doit probablement, entre autres,

la première sociologie d'une crise politique — suscite à elle seule une deuxième interrogation. On le ressent particulièrement à la lecture du chapitre VII, dans lequel l'auteur montre avec raison que les situations de crise ne sont pas moins contraignantes que celles de routine, notamment dans la production des choix par les acteurs. Ce procès, très utile et très juste, dirigé contre la thèse de la vertu créatrice illimitée des crises, avait été mené par l'auteur de *L'Ancien Régime et la Révolution* probablement très au-delà de ce que peut atteindre le concept d'*habitus*, ressorti ici pour la circonstance et dont on peut se demander si sa principale vertu n'est pas de reproduire un système de dispositions durables organisant la matrice des perceptions et des appréciations de certains sociologues...

Dernière question enfin : on aurait aimé en savoir davantage sur l'opérationalité du modèle. Faut-il ajouter qu'on est gêné par la multiplicité des exemples empiriques très courts auxquels on aurait préféré de véritables applications moins nombreuses et plus longues, tant il est vrai que c'est bien là le destin principal de la théorie politique. Ce serait pour nous une façon de souhaiter une suite à cet ouvrage de balisage théorique, à ce titre aussi stimulant qu'important.

Bertrand Badie

Université de Clermont I

Capdevielle (Jacques). — *Le fétichisme du patrimoine. Essai sur un fondement de la classe moyenne.* Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1986, 380 p.

Régulièrement rebondit le débat sur la ou les classes moyennes. La *Revue française de sociologie* s'en est d'ailleurs fait l'écho dans des livraisons récen-